



LE GENRE DE LA « MISSION CIVILISATRICE » : RÉFORMER LE MARIAGE ET LA SEXUALITÉ AU CONGO BELGE, 1885-1945

Amandine **LAURO**

Chercheure-enseignante, FNRS/ULB

« Il est aussi important pour l'avenir de relever le prestige du père que de maintenir celui du chef »¹, soulignait un fonctionnaire du Congo Belge dans les années 1940. On a rarement résumé de manière aussi laconique les enjeux éminemment politiques des ambitions et des interventions coloniales dans les modèles familiaux et de genre des populations colonisées. Longtemps considérés comme des éléments périphériques de la domination coloniale, tout juste signifiants pour les missionnaires et quelques autres acteurs « moraux » du projet colonial, la sexualité et les formes d'organisation des rapports entre les sexes font aujourd'hui l'objet de nombreux travaux, qui révèlent à quel point ces dimensions furent au cœur des constructions des hiérarchies raciales et de la « mission civilisatrice », piliers des légitimations et des structures de pouvoir de la colonisation.

L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO : RHÉTORIQUE CIVILISATRICE, VIOLENCES GENRÉES

Dans les premières années de colonisation belge au Congo, le mariage africain et ses institutions sont ouvertement décriés. Dans les discours, civiliser c'est aussi délivrer les Congolais de leur misère morale et des pratiques matrimoniales réputées « avilir » les femmes, pratiques reflétant une sexualité « excessive » et des mœurs « païennes » constituant elles-mêmes les marques de l'infériorité raciale supposée des Africains. Derrière les grands discours civilisateurs, les autorités coloniales ne mettent cependant pas grand-chose en œuvre pour réprimer la polygamie ou réformer le mariage « traditionnel », abandonnant largement, dans ces domaines, l'initiative aux missions. En somme et comme le soulignait déjà Félicien Cattier, critique belge de la gestion léopoldienne du Congo, « l'État n'a pas essayé d'améliorer la condition de la femme indigène »². Il faut dire que le régime léopoldien (1885-1908) avait d'autres priorités que la « mission civilisatrice »...

L'extrême brutalité du régime d'extraction forcée de ressources et de travail qui fut au cœur du fonctionnement de l'État Indépendant du Congo n'a, en effet, pas été qu'une affaire d'hommes. Si les femmes n'étaient pas astreintes à la récolte forcée du caoutchouc ou aux corvées de portage, d'autres contraintes ont lourdement pesé sur elles. Ainsi, c'est à elles que revenait en grande part la responsabilité du ravitaillement des Européens et de leurs auxiliaires, dans un contexte où la subsistance du groupe était déjà rendue plus compliquée par l'accaparement des hommes au service des autres « nouveaux » travaux imposés. Elles ont aussi constitué des cibles privilégiées dans le cadre de prises d'otage, effectuées par des agents du régime dans le but d'« encourager » la productivité des hommes : le spectacle de femmes et d'enfants enchaînés attendant le retour des hommes sous la garde des sentinelles hante nombre de récits de l'époque, comme le rapport Casement³. Et il faut bien sûr épingler les violences sexuelles qui faisaient également partie du répertoire coercitif et guerrier du régime léopoldien.

UN HÉRITAGE ENCOMBRANT : VERS UNE REPRISE « MORALE » DU CONGO

Ces pratiques n'ont pas manqué d'être dénoncées par les critiques nationales et surtout internationales qui pleuvent à l'encontre de l'État Indépendant dès le tournant du siècle. Ces critiques sont essentielles pour comprendre à quel point il allait être stratégique, pour le nouveau régime colonial (1908-1960), d'affirmer la priorité que devrait désormais occuper le relèvement moral des « indigènes » et avec lui les objectifs civilisateurs parmi les politiques coloniales d'une nation dont plus d'un doutait qu'elle eût les ressources, non seulement matérielles mais aussi morales, pour coloniser un territoire quatre-vingt fois plus grand qu'elle.

Le souci de mettre en place des politiques de réforme du mariage et des sexualités congolaises dans le respect des populations concernées et de la légalité marque ainsi la « reprise » (1908). Ces projets, de même que la grande latitude laissée aux



Exposé de Amandine Lauro.

Journée d'étude 5 octobre 2017: Genre et (dé)colonisation au Congo, Burundi et Rwanda: rapports sociaux de sexe aux 19^e et 20^e siècles.

missionnaires et aux magistrats en matière de dissolution des mariages traditionnels par exemple, ne relèvent pas seulement du domaine « moral » : ils incluent aussi une colonie politiquement stable, démographiquement florissante, socialement ordonnée et économiquement productive. Comme le soulignait un ouvrage vantant les mérites de la jeune colonie en évoquant les couples monogames éduqués et constitués au sein des missions, « ces jeunes ménages forment le point de départ d'agglomérations où régneront l'ordre, le travail, la civilisation et les pratiques de la vie chrétienne. »⁴

« FAVORISER L'ABANDON PROGRESSIF DE LA POLYGAMIE » : UNE NÉCESSITÉ CONSTITUTIONNELLE

L'unanimité est telle que la lutte contre la polygamie est inscrite dans la Charte Coloniale (qui fait office de Constitution pour le Congo) aux côtés de -rien de moins que- la promotion de la liberté individuelle et de la propriété privée. Très rapidement cependant, le consensus du monde colonial autour de ce programme somme toute fort théorique se fissure. Dès lors qu'il est question de mettre en œuvre des mesures concrètes, des dissensions se font jour entre les différents acteurs européens de la colonisation.

Ainsi, la mise en place, dès 1910, d'une taxe sur les « femmes supplémentaires » suscite des frictions : conçue comme une mesure de dissuasion à l'égard de la polygamie, cette mesure fiscale implique aussi une reconnaissance des unions polygames que dénoncent certains observateurs, notamment mission-

naires. Les critiques restent cependant discrètes, tant cette mesure est alors perçue comme un préalable à d'autres législations plus sévères à l'encontre de la polygamie. Des législations qui ne viendront pourtant pas avant le début des années 1950...

LE TOURNANT DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Le climat politique qui entoure les projets de régulations des « mœurs » africaines va, en fait, peu à peu évoluer avec des conséquences notables sur l'appréciation du mariage « traditionnel ». Si la polygamie n'est évidemment pas encensée, les attaques à son encontre n'apparaissent toutefois plus aussi urgentes. Comme le résume l'un des premiers théoriciens des coutumes congolaises, « dans l'expression 'famille polygame', le mot essentiel est 'famille'. Polygame n'est que l'adjectif. En luttant prématurément contre la polygamie, c'est la famille que nous ébranlons. Lorsque nous détruisons la famille polygame (...), ce n'est pas en faveur de la monogamie que nous œuvrons, mais en faveur de la débauche et du dérèglement des mœurs. »⁵

Ces évolutions s'inscrivent autant dans un contexte politique et social changeant (bascullement vers une administration plus indirecte, intensification du travail migrant, déclin démographique, etc.), que dans le pragmatisme de la gestion coloniale. Elles donnent à voir à la fois les limites des interventions du pouvoir colonial, la complexité des organisations familiales africaines et les anxiétés que les uns et les autres nourrissent au sujet de la mobilité (spatiale mais aussi sociale) des femmes comme facteur de désordre social, souvent traduites, dans le langage colonial, par le lexique de la « désagrégation familiale ». Ces changements ne sont pas propres au contexte congolais. D'autres historiens de l'Afrique coloniale ont souligné l'importance des inquiétudes

soulevées par ce qui apparaissait comme un « chaos de genre »⁶ au sein duquel les évolutions des relations de genre et les marges de manœuvres négociées par les femmes africaines (migrations urbaines, inscriptions dans le giron missionnaire, recours aux tribunaux européens pour contester un mariage indésirable, etc.) au sein d'une économie politique qui leur était pourtant peu favorable, sont perçues comme des menaces à la fois par les autorités coloniales et les chefs africains.

Progressivement, l'idée s'impose donc au sein de l'administration coloniale qu'en matière de « mœurs », un encadrement « traditionnel » est ce qui convient le mieux à la « nature » (et au contrôle) des populations congolaises. Outre qu'elles permettent de réaffirmer les frontières des catégories raciales, ces évolutions s'inscrivent aussi et avant tout dans le pragmatisme d'une gestion coloniale qui s'appuie sur les élites locales « traditionnelles » et leurs structures (patriarcales) de l'autorité.

LE DROIT COUTUMIER AU SERVICE DU « RAFFERMISSEMENT DE LA FAMILLE INDIGÈNE »

Il ne faut, en effet, pas se leurrer sur le relativisme culturel qui informe -apparemment- beaucoup de discours et de politiques de l'entre-deux-guerres. Il ne s'agit pas que de s'assurer du maintien des rôles de genre traditionnels mais aussi de veiller à ce que l'exercice du pouvoir colonial puisse continuer à fonctionner sans accroc (notamment en ne s'aliénant pas l'appui des patriarches congolais), quitte à prendre quelques libertés avec les impératifs libérateurs de la « mission civilisatrice ».

Concrètement, ce tournant se traduit d'une part par un renoncement aux grands programmes réformateurs énoncés au moment

de la « reprise », et d'autre part par une revalorisation (reposant elle-même largement sur des processus d'invention) du « droit coutumier ». À partir de 1926, l'État colonial attribue ainsi la quasi exclusivité du règlement des litiges matrimoniaux aux « juridictions indigènes ». Cette politique s'avère, cependant, bien moins guidée par le souci du respect des droits précoloniaux que par les nécessités de l'ordre de la colonie et du « raffermissement de la famille indigène. »⁷ Sa mise en œuvre révèle d'ailleurs à quel point, dans de nombreuses régions rurales du Congo, cette mise en place a impliqué des redéfinitions des obligations conjugales plus strictes par rapport aux droits précoloniaux et souvent au désavantage des femmes, tendant à renforcer l'autorité des pères et des maris (ou en tous cas à la concevoir de manière plus rigide).

FEMMES MIGRANTES, SEXUALITÉS « DANGEREUSES » ET ESPACES URBAINS

En parallèle à ces évolutions, les autorités coloniales développent d'autres anxiétés et d'autres projets de régulation, axés sur les espaces urbains, en pleine croissance. On sait à quel point les femmes ont contribué à façonner les cultures urbaines dynamiques des grandes villes du Congo, et ce en dépit des freins érigés par le pouvoir colonial pour limiter à la fois leur entrée en ville et les activités qu'elles pouvaient y exercer. Dès le début de l'entre-deux-guerres, les discours sur l'influence corruptrice de la ville, sur la désintégration de la famille et du mariage africain qui s'y joue, sur les « mauvaises

femmes » urbaines et leur sexualité, et surtout sur leur incontrôlabilité (par les institutions coutumières et par « leurs » hommes) se multiplient.

Elles se traduiront par une panoplie de mesures multiples et parfois contradictoires : impôt spécial sur les femmes célibataires, encouragements progressifs au recrutement familial, mise en place de tribunaux « coutumiers » urbains en charge des litiges familiaux, ou encore politiques d'encadrement d'une petite élite urbaine « évoluée » supposée montrer l'exemple, y compris dans le domaine du mariage et de la sexualité.

Cette dernière tendance annonce la nouvelle direction qui sera prise après la deuxième Guerre mondiale, et les efforts de recentrage des initiatives de l'administration coloniale sur l'élite congolaise, essentiellement urbaine (les « Évolués »), dans un retour à des politiques plus interventionnistes et plus directement paternalistes. Ces initiatives (ou plutôt leur mise en scène) ont d'ailleurs occupé une place importante dans la propagande visuelle déployée par le régime colonial belge au Congo : pensons à toutes ces photographies d'intérieurs domestiques « bourgeois » des « Évolués », qui montrent à quels point ces questions pouvaient toujours servir à affirmer la nécessité d'une « mission civilisatrice » sans cesse redéfinie. Les élites congolaises, hommes comme femmes, n'ont pourtant jamais été dupes des ambiguïtés et contradictions de ces interventions coloniales, notamment parce qu'ils -et elles- étaient les premiers confrontés aux contraintes et aux humiliations qu'elles

pouvaient charrier. Sans surprise, ils et elles ont d'ailleurs largement investi ces débats, via les colonnes de *La Voix du Congolais*, principal périodique des « Évolués », ou via les projets politiques des premiers leaders nationalistes, dans un exercice d'appropriation du discours colonial qui avait fait des normes de genre et de conjugalités de véritables enjeux de civilisation. À la fin des années 1950, le futur Premier ministre du Congo indépendant, pouvait ainsi affirmer : « Quand on civilise un homme, on ne civilise qu'un individu ; mais quand on civilise une femme, on civilise tout un peuple. »⁸.

BIBLIOGRAPHIE

Amandine LAURO, *Sexe, race et politiques coloniales. Encadrer le mariage et la sexualité au Congo Belge 1908-1945*, Frankfurt am Main, PIE-Peter Lang, collection « Outre-Mers », 2018 (à paraître).

—
Amandine LAURO, « 'Le législateur n'envisage en l'espèce que le point de vue physiologique'. Régulations du mariage 'indigène' et politiques sexuelles au Congo Belge », in SPENSKY, Martine (dir.), *Le contrôle du corps des femmes dans les empires coloniaux*, Paris, Karthala, 2015.

—
Nancy HUNT, « Hommes et femmes, sujets du Congo colonial », in VELLUT, Jean-Luc (dir.), *La mémoire du Congo. Le temps colonial*, Tervuren, MRAC, Gand, Éditions Snoeck, 2005.

—
Ch. Didier GONDOLA, « Unies pour le meilleur et pour le pire. Femmes africaines et villes coloniales : une histoire du métissage », in *Clio. Histoire, Femmes et Société*, vol. 7 « Femmes d'Afrique », 1997.

1 Courrier Commissaire Province Stanleyville à Gouverneur Province 17 août 1942, Archives Africaines-SPF Affaires Étrangères, dossier GG (23544).

2 Félicien CATTIER, *Étude sur la situation de l'État Indépendant du Congo*, Bruxelles, Larcier, 1906, p. 350.

3 Rapport de M. Casement, consul britannique à Boma, sur son voyage dans le Haut-Congo (1903), Louvain La Neuve, Enquêtes et Études d'histoire africaine, 6, 1985, p. 70-71.

4 Emile PÂQUES, *Étude pratique sur le Congo Belge, notre colonie*, Namur, 1910, p. 138.

5 Antoine SOHIER, *Pratique des juridictions indigènes (Notes sur l'application du décret du 15 avril 1926)*, Bruxelles, 1932, p. 37.

6 ALLMAN, Jean, « Rounding up Spinsters: Gender Chaos and Unmarried Women in Colonial Asante », in *Journal of African History*, 1996 (37).

7 Antoine SOHIER, *op.cit.*, p. 6.

8 Patrice LUMUMBA, *Le Congo, terre d'avenir, est-il menacé ?*, Bruxelles, Office de Publicité, 1961, p. 130.